

Midi-Pyrénées, Languedoc Roussillon, une région en commun

Ensemble construire un territoire, plus démocratique, plus solidaire, plus écologique, plus dynamique

Le 6 décembre aura lieu le premier tour des élections régionales, qui va conditionner notre vie quotidienne. Notre région est menacée par une réforme territoriale que nous avons dénoncée, qui vise à centraliser les pouvoirs entraînant un recul de la vie démocratique. Cette réforme porte dans son architecture la logique de régions fédéralistes dans le cadre d'une Europe libérale. Elle instaure un couple Métropole/Région pour drainer l'essentiel des ressources financières vers les grandes entreprises. Face à cela, nous proposons de lutter dans l'institution contre son application et pour une région solidaire avec tous les territoires.

Avec près de 6 millions d'électeurs, notre région est la deuxième région de France en superficie, la seule avec deux Métropoles (Toulouse et Montpellier) et le 2ème département le plus pauvre de France, l'Aude. Notre engagement pour l'égalité des territoires doit donc prendre encore plus de force qu'ailleurs.

Notre région est menacée par la poursuite des politiques d'austérité en France et en Europe qui se traduisent, par la destruction de nos services publics de santé, de transport, d'éducation, de communication et bien d'autres, la remise en cause des acquis sociaux issus de la résistance, du mouvement social et des organisations syndicales ainsi que par la baisse des dotations aux collectivités territoriales jusqu'à leur étranglement financier rendant difficile des politiques de progrès social. Notre région est menacée par le Traité de libre-échange Transatlantique (TAFTA) qui vise à « marchandiser » et mettre en concurrence toutes les activités humaines. Notre région est menacée par la dégradation du lien social et la montée de la xénophobie et du racisme.

Alors que le gouvernement a tourné le dos à ses engagements, aux aspirations populaires et a choisi de mettre en œuvre une politique satisfaisant pleinement les intérêts de la finance nous ne nous résignons pas à cette situation qui nourrit le désarroi, la colère et même la défiance, renforçant l'abstention et l'extrême droite avec les conséquences dangereuses que notre histoire ne peut nous faire oublier.

Notre ambition est de faire vivre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui sont les fondements solides de notre République. La question du pouvoir d'achat est centrale. La situation dramatique de l'emploi continuera à dégrader l'activité économique s'il n'y a pas d'augmentation conséquente du pouvoir d'achat.

Les élections régionales doivent permettre de construire une force de rassemblement qui s'appuie sur les besoins populaires. Les réponses, les choix sont à construire avec les citoyens. Athènes, Madrid, Barcelone... ont montré la force d'un rassemblement populaire et politique qui se donne les moyens de l'implication citoyenne, qui s'affronte à la finance et donne un nouveau souffle au pouvoir régional et à la démocratie.

Des forces existent pour contester la politique d'austérité nationale et européenne du gouvernement, pour affronter la « règle d'or » de la finance et sont déterminées à porter une ambition nouvelle et démocratique pour notre région.

Nous lançons donc un appel à toutes les forces de gauche qui refusent de faire de la Région une courroie de transmission des directives néo-libérales du gouvernement, à tous les acteurs et actrices du mouvement social, associatif, culturel et sportif, à tous les élu-e-s locaux, à tous les acteurs de la vie économique, à toutes les citoyennes et tous les citoyens, à faire de nos différences des atouts et à nous unir pour construire ensemble un projet régional basé sur la solidarité, la démocratie et l'écologie. La citoyenneté est un enjeu majeur de ces élections.

Fiers de notre histoire, de notre culture et de nos traditions, résolument tournés vers l'avenir nous mettons en débat 13 axes d'actions, à l'image de nos 13 départements, pour construire avec vous et pour vous une région plus démocratique, plus solidaire, plus écologique et plus dynamique.

Nous voulons que nos propositions soient mises en œuvre, comme nous savons le faire dans de nombreuses collectivités. Car oui, avoir des élu-e-s communistes c'est utile et même indispensable. De trop nombreux départements de notre grande région ont fait l'amère expérience de leur manque. C'est pourquoi, nous portons l'ambition d'augmenter très sensiblement leur nombre dans la future assemblée.

Nous faisons de l'égalité, entre les femmes, les hommes et les territoires, de la démocratie, du développement durable, de l'épanouissement de tous, nos principes d'action

Nous souhaitons que les citoyens prennent la parole autour des propositions que nous mettons à disposition : La démocratie, la solidarité, le pouvoir d'achat, l'emploi Prenez la parole et décidez!

1. Combattre l'austérité : des moyens pour notre région et pour ses habitants

- Exiger de l'Etat des moyens financiers à la hauteur des charges transférées
- Utilisation de l'argent public et privé qui s'accumule dans les banques, au service de l'emploi, du progrès social, de l'environnement.
- une réforme fiscale réintroduisant des ressources pour les régions basées sur une contribution du secteur économique, intégrant les actifs financiers dans la base fiscale.
- Prendre des mesures d'urgence contre la pauvreté qui se développe.
- la réorientation des fonds structurels européens vers la solidarité et l'égalité des territoires.
- le refus de s'intégrer dans des politiques fléchées, y compris en allant au-delà des dispositions qui entendent supprimer la clause de compétence générale.
- Défense, développement et démocratisation des services publics dans l'égalité de l'ensemble des territoires.
- Action régionale (référendum) contre toutes fermetures programmées de services ou hôpitaux de proximité, de lignes SNCF, de filières d'enseignement professionnel, d'activité du service public postal...
- Défense de l'emploi et du statut des agents territoriaux, et alignement sur le mieux-disant social dans le cadre de la fusion des deux anciennes régions ; pas un emploi de moins dans les services publics de la région
- Mise en place du quotient familial pour la facturation des activités régionales

2. La démocratie au cœur de notre projet : co-gestion avec les citoyens et les collectivités territoriales

- Coopération avec les autres collectivités : départements, communes et communautés de communes
- défense de la clause de compétence générale
- Développement de la démocratie participative et droit de saisine du Conseil Régional par voie de pétition
- Création de comités d'usagers de défense et développement du service public
- Non cumul des mandats et pluralisme dans les différents organismes et commissions
- Création d'une commission de transparence sur l'attribution des subventions aux associations
- Maisons de la région dans tous les départements
- Référendum sur les grands projets
- Co-élaboration, co-construction entre la société civile et les élu-e-s.

3. Le choix d'un développement économique durable : Vivre et travailler au pays

- Demander des comptes aux banques, engager l'action régionale sur l'utilisation des aides publiques allouées aux entreprises (CICE et CIR). Création d'un fonds régional pour orienter l'argent des banques vers la création d'emplois, la formation, l'industrialisation de la région et la réponse aux besoins des populations. Expérimentation régionale de sécurité d'emploi et de formation
- Mise en débat avec la population de l'élaboration d'un programme concret d'information et de promotion du développement durable
- Aide à la mise en régie Publique de l'eau et de l'assainissement par la création d'une Agence Régionale de l'Eau.
- Mise en place de maraîchage urbain.
- Promotion d'un aménagement équilibré du territoire que conjugue emploi, habitat, commerces de proximité, espaces et équipement publics et des sur des pôles de solidarité, mettant en réseau et soutenant les PME créatrices d'emplois sur l'ensemble du territoire et pas seulement dans les Métropoles.
- Aide à la création de micro zones d'activités, notamment en milieu rural. Les éco-activités sont aussi une opportunité de diversification de l'activité économique régionale, également créatrices d'emplois non délocalisables, notamment dans le secteur du BTP. Développement endogène des territoires.
- Financement des projets locaux à partir des communes en priorité.
- Fonds d'urgence pour aider les PME/PMI, les TPE et TPI en difficulté
- Favoriser et aider l'économie sociale et solidaire (SCOP, SCIP/SCIC)
- Mise en place d'une commission de contrôle de l'argent public octroyé aux entreprises avec participation de représentants des salariés

- Favoriser, prioriser la reprise des entreprises par les salariés, dispositif régional pour ré impulser une loi en faveur d'un véritable droit de préemption aux salariés quand leur entreprise est menacée
- Priorité à la coopération au détriment de la compétitivité
- Intervention/action pour le développement économique de notre région LRMP en direction des fonds structurels européens
- Clause du mieux-disant social pour la passation des marchés publics
- Non recours à des PPP

4. Priorité jeunesse

- Instauration du contrat de « réussite solidaire »
- Création d'un Conseil Régional de la jeunesse
- Une enveloppe financière pour le dispositif « coup de pouce » à la jeunesse ; Aides financière pour les associations d'éducation populaires.
- 30% d'attribution de logements sociaux réservés au moins de 30 ans
- Création d'une carte jeune permettant l'accès à des prix réduits au sport et à la culture

5. Le droit à la santé : qualité et proximité pour tous

- Défense des hôpitaux de proximité
- Aide à l'installation de médecin en milieu rural avec des projets novateurs de centre de santé partagé
- Développement d'une politique de prévention santé pour toutes les générations
- Création de structures publiques pour l'accueil des personnes fragilisées par le handicap ou la maladie
- Création d'un « pass santé » pour les jeunes lycéens et étudiants afin d'encourager la prévention
- Mise en place d'une assemblée régionale de santé pour l'expression des besoins de santé et mettre sous contrôle populaire l'agence régionale de santé dans l'attente de sa suppression.

6. Transport et communication : pour l'égalité territoriale

- Défendre et développer l'ensemble du réseau de transport ferroviaire public pour un maillage et des liaisons entre les territoires répondant aux besoins des citoyens.
- Généraliser les tarifications attractives et la gratuité pour les personnes les plus vulnérables.
- Développement du ferroutage.
- Renforcer l'offre portuaire et refuser le bradage de nos aéroports
- Généralisation de l'accès au haut débit et développement du très haut débit
- Mise en adéquation des besoins des populations et des services proposés
- Développer le cabotage et la navigation fluviale.
- Mise en place de « transports doux » (vélo, co-voiturage, location de véhicule partagé)

7. Le sport et la culture : les clefs de l'émancipation humaine

- Extension du soutien aux associations de proximité culturelles et sportives
- Développement des langues et cultures catalanes et occitanes
- Poursuite de la réalisation de nouveaux équipements
- Equilibre de l'aide entre les milieux amateurs et professionnels
- Accompagnement des grands rendez-vous sportifs et culturels
- Aide aux clubs sportifs ayant une école de jeunes

8. La richesse du monde « paysan » et de la Mer

- Favoriser les filières courtes
- Redynamisation et labellisation des produits régionaux
- Soutien à l'installation de jeunes
- Gestion équilibré de la mer et de la forêt

- Favoriser la culture bio et raisonné
- Mise en place d'un plan de préservation des terres agricoles
- Arrêt et refus de toute exploitation des gaz de schiste.

9. Une offre touristique diversifiée et raisonnée

- Promouvoir la mixité et la diversité exceptionnelle de notre territoire
- Soutien aux activités de pleine nature
- Diversifier et moderniser les structures d'accueil collectives et privés
- Développer le tourisme social et solidaire pour le droit aux vacances pour tou-te-s
- Intensifier le rayonnement national et mondial de notre région

10. Le logement, défi majeur

- Aide à la construction de logements sociaux
- Privilégier la mixité sociale
- Défense de l'habitation en milieu rural
- Aide exceptionnelle pour l'amélioration de l'habitat ancien
- Aide pour la mise aux normes énergétiques
- Mise en place de structure d'accueil pour les sans abris

11. L'éducation et la recherche, leviers du progrès

- Défendre le maillage éducatif et son unicité sur l'ensemble du territoire
- Construction, entretien et équipement des lycées et lycées professionnels pour répondre aux enjeux du numérique, pour permettre un bon exercice des activités sportives et culturelles
- Permettre partout une gestion en régie directe de la restauration scolaire, mise en place d'un fonds social dédié à la cantine
- Défense de la formation initiale dans les lycées professionnels par rapport à l'apprentissage.
- Former sur des outils différents de l'économie capitalise et proposer une approche et une formation à l'économie sociale et solidaire.
- Exiger autant que possible que les fonds régionaux aillent vers la formation professionnelle dans le public et qu'elle soit libérée de la tutelle du Médef.
- Etre un acteur politique fort pour aider au renforcer l'offre universitaire et des établissements de formation
- Aider à l'implantation des filières de recherches publiques, indépendantes des pouvoirs économiques et financiers

12. Le refus des discriminations, l'égalité des droits : bien vivre-ensemble

- Lutte contre toutes les discriminations (sexe, orientation sexuelle, religion, handicap, origine) et le racisme
- Soutenir les initiatives éducatives et associatives s'inscrivant dans cet axe
- Actions contre les discriminations avec les entreprises travaillant avec la région.
- Exiger l'égalité homme/femme dans les entreprises et dans la vie sociale
- Aide pour la mise à l'accessibilité des personnes en situation de handicap dans les établissements publics

13. La coopération et la Paix, une région ouverte

- Promouvoir les initiatives de solidarités internationales et de découvertes des cultures du Monde
- Développer les échanges et les coopérations entre les peuples de la méditerranée
- Agir et mobiliser pour que notre région soit reconnue « messagère de la paix » par l'ONU

Il s'agit d'un texte qui va évoluer et s'enrichir au fur et à mesure de la campagne.